

DUPLICATA

CHÈQUE À LA RECETTE

NO. 1 AOUT. 2000

IN EXTENSO PROVENCE

Société à responsabilité limitée

au capital de 6.398.400 francs

Siege social : 10 Place de la Joliette

Les Docks – atrium 10.4

13002 MARSEILLE

RCS MARSEILLE B 380 221 846 (95 B 2276)

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 30 JUIN 2000

L'an deux mille et le trente juin, à onze heures, les associés se sont réunis au siège social, en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Sont présents ou représentés :

Monsieur Philippe FORGUES,

propriétaire d'une part, ci
représenté par Mr NOUVEAU

1 part

La Société IN EXTENSO OPERATIONNEL,

représentée par Monsieur Philippe FORGUES

propriétaire de trente trois mille deux cent quarante deux parts, ci

33.242 parts

Monsieur Raymond MOUROU

Propriétaire de cinq mille quatre cent soixante cinq parts, ci

5.465 parts

Monsieur Philippe GAILLOT

Propriétaire de mille quatre vingt treize parts, ci

1.093 parts

représenté par Mr Charles MAMAN

Monsieur Gérard DRAPIER,

propriétaire d'une part, ci

1 part

représenté par Mr NOUVEAU

La Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU – AUDIT,

propriétaire de quatorze mille huit cent cinquante deux parts, ci

14.852 parts

absente excusée,

Monsieur Pierre APPIETTO

Propriétaire de quatre mille six cent soixante cinq parts, ci

4.665 parts

Monsieur Charles MAMAN

Propriétaire de quatre mille six cent soixante cinq parts, ci

4.665 parts

Total des parts présentes ou représentées : 49.132 parts sur les 63.984 parts composant le capital social.

CH J 1

Tous les associés étant présents ou représentés, l'Assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur Raymond MOUROU préside la réunion en qualité de gérant.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- Les statuts de la Société.
- Une copie de la lettre de convocation des associés.
- Les certificats de dépôt du projet d'apport partiel d'actif aux Greffes des Tribunaux de Commerce de LYON et MARSEILLE.
- Un exemplaire des journaux d'annonces légales «Les Petites Affiches Lyonnaises» en date du 24 au 26 mai 2000 et «Les Nouvelles Publications» en date du 26 mai 2000 portant publication de l'avis du projet d'apport partiel d'actif.

Il dépose également les documents suivants qui vont être soumis à l'Assemblée :

- Le rapport de la Gérance.
- Le texte des résolutions proposées à l'Assemblée.
- Un exemplaire du contrat d'apport partiel d'actif.
- Les rapports de Monsieur Bernard PARIS, Commissaire aux Apports et à la Scission désigné par Ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de MARSEILLE en date du 17 mai 2000.

Il déclare que ces mêmes pièces ont été mises à la disposition des associés non-gérants plus de quinze jours avant la date de la présente réunion, et qu'ils ont eu la possibilité de poser, pendant ce même délai, toutes questions au gérant, ce dont l'assemblée lui donne acte.

Puis le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Examen et approbation du contrat d'apport partiel d'actif prévoyant l'apport par la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL - IEO de sa branche d'activité d'expertise comptable à notre Société ; approbation des apports, de leur évaluation et de leur rémunération.
- Augmentation du capital social.
- Modification corrélative des articles 8 et 9 des statuts.
- Autorisation donnée au Gérant de signer la Déclaration de régularité et de conformité prévue par l'article 374 de la Loi du 24 juillet 1966.
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le président donne ensuite lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.

Il précise que tous les documents prescrits par l'article 37 du Décret du 23 mars 1967, et qu'il énumère, ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social, dans les délais prévus par ledit article.

Par ailleurs, il déclare que le rapport du Commissaire à la Scission a été tenu à la disposition des associés au siège social dans les conditions prévues par l'article 258 du Décret du 23 mars 1967 et que le rapport du Commissaire aux Apports sera annexé au présent procès-verbal, en application de l'article 40 de la Loi du 24 juillet 1966.

Il déclare, en outre, qu'à la suite de la publication du projet d'apport partiel d'actif en date du 26 mai 2000, aucune opposition n'a été faite par les créanciers de la Société IN EXTENSO PROVENCE ou de la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL – IEO.

L'Assemblée sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

Puis, Monsieur le Président donne lecture du rapport de la Gérance et du contrat d'apport partiel d'actif.

Lecture est ensuite donnée des rapports du Commissaire aux Apports et à la Scission.

Enfin, il déclare la discussion ouverte.

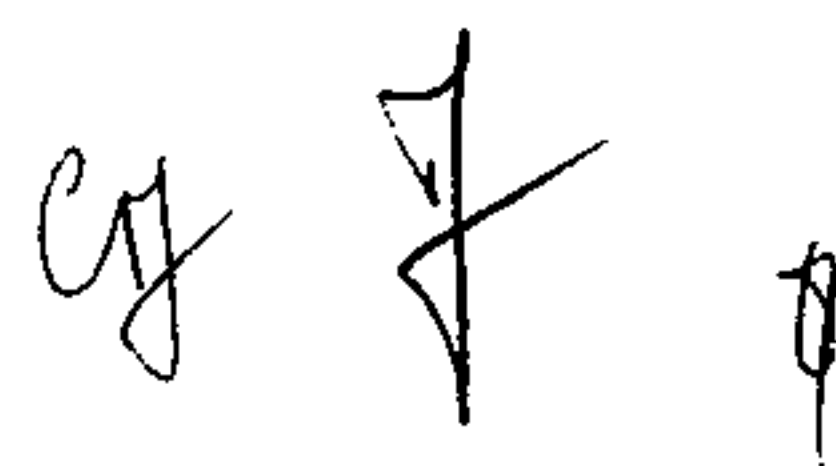
Personne ne demandant plus la parole, le Président met au voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du projet d'apport partiel d'actif et de ses annexes signé avec la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL - IEO société anonyme au capital de 64.906.380 francs, ayant son siège social à VILLEURBANNE (69100) 81 boulevard de Stalingrad, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON, sous le numéro B 381 632 231, aux termes duquel cette Société a fait apport, à titre d'apport partiel d'actif placé sous le régime juridique des scissions, avec effet rétroactif au 1er septembre 1999, à la Société IN EXTENSO PROVENCE de sa branche d'activité d'expertise comptable existant actuellement, évaluée à la somme nette de 2.816.000 francs moyennant :

- la prise en charge par la Société bénéficiaire des éléments de passifs énumérés dans le contrat d'apport.

- l'attribution à la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL - IEO de 21.187 parts sociales d'une valeur nominale de 100 francs chacune, entièrement libérées, portant jouissance du 30 juin 2000 à créer par la Société IN EXTENSO PROVENCE à titre d'augmentation de son capital.



- l'inscription dans les livres de la Société IN EXTENSO PROVENCE à un compte "Prime d'apport" d'une somme de 697.300 francs égale à la différence entre la valeur nette de l'apport de la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL - IEO et le montant de l'augmentation de capital de la Société IN EXTENSO PROVENCE.

Après avoir pris connaissance des rapports de la gérance, du Commissaire aux Apports et à la Scission désigné par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce, prenant acte de la réalisation des conditions suspensives stipulées dans la convention d'apport, notamment l'approbation de la convention d'apport par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 25 mai 2000 de la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL – IEO, approuve cette convention dans toutes ses dispositions, notamment l'évaluation qui a été faite de l'apport effectué et de sa rémunération.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés :

- constate que, par suite de l'approbation de la résolution qui précède, le capital de la Société est augmenté de 2.118.700 francs par la création de 21.187 parts sociales d'une valeur nominale de 100 francs chacune, entièrement libérées, numérotées de 63.985 à 85.171, pour être porté à la somme de 8.517.100 francs.

Ces 21.187 parts sociales nouvelles porteront jouissance du 30 juin 2000 et seront, sous réserve de leur date de jouissance, entièrement assimilées aux autres parts sociales composant le capital social, notamment en ce qui concerne l'imputation de toutes charges fiscales ou le bénéfice de toutes exonérations.

- décide que la différence entre la valeur nette des biens apportés, soit 2.816.000 francs et la valeur nominale des parts créées en rémunération, soit 2.118.700 francs, sera inscrite au crédit d'un compte "prime d'apport" d'un montant de 697.300 francs sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux.

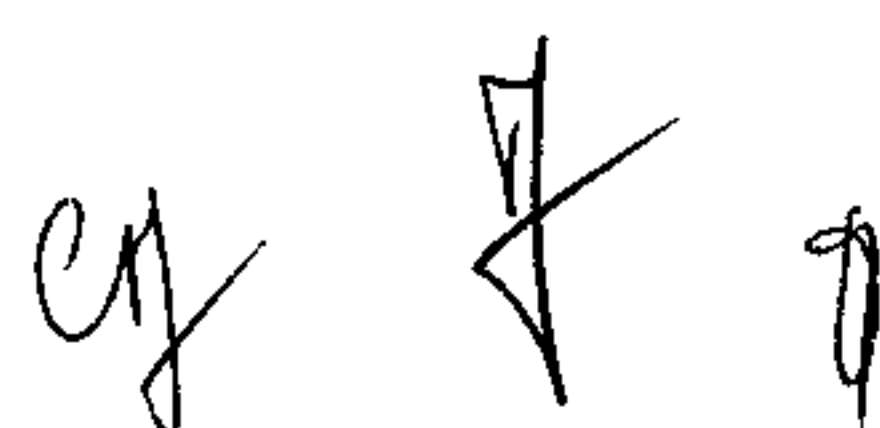
- autorise le gérant de la société à imputer sur cette prime l'ensemble des frais, droits et honoraires occasionnés par l'opération d'apport.

- autorise le gérant à donner à la prime d'apport ou au solde de celle-ci après l'imputation ci-dessus toutes affectations autres que l'incorporation au capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, apporte aux articles 3 et 9 des statuts les modifications suivantes :



PAGE ANNULÉE
CAPIT. 802 du C.G.I.
et annexe IV ART. 93-1°

Article 8 – FORMATION DU CAPITAL

Il est ajouté à cet article, l'alinéa suivant :

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 juin 2000, le capital social a été augmenté d'une somme de 2.118.700 francs par suite de l'apport partiel d'actif consenti par la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL – IEO de sa branche d'activité d'expertise comptable.

Article 9 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de HUIT MILLIONS CINQ CENT DIX SEPT MILLE CENT (8.517.100) francs, divisé en QUATRE VINGT CINQ MILLE CENT SOIXANTE ET ONZE (85.171) parts sociales de CENT (100) francs chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 85.171 et attribuées aux associés en rémunération de leurs apports respectifs, savoir :

La Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU - AUDIT à concurrence de quatorze mille huit cent cinquante deux parts, numérotées de 1 à 498 et de 27.508 à 41.861, ci	14.852 parts
Monsieur Gérard DRAPIER à concurrence d'une part numérotée 499, ci	1 part
Monsieur FORGUES Philippe à concurrence d'une part numérotée 500, ci	1 part
La Société IN EXTENSO OPERATIONNEL à concurrence de cinquante quatre mille quatre cent vingt neuf parts, numérotées de 501 à 27.507, de 41.862 à 48.096, et de 63.985 à 85.171, ci	54.429 parts
Monsieur Philippe GAILLOT à concurrence de mille quatre vingt treize parts numérotées de 48.097 à 49.189, ci	1.093 parts
Monsieur Raymond MOUROU à concurrence de cinq mille quatre cent soixante cinq parts numérotées de 49.190 à 54.654, ci	5.465 parts
Monsieur Pierre APPIETTO à concurrence de quatre mille six cent soixante cinq parts numérotées de 54.655 à 59.319, ci	4.665 parts

Monsieur Charles MAMAN

à concurrence de quatre mille six cent soixante cinq parts
numérotées de 59.320 à 63.984, ci

4.665 parts

Total : quatre vingt cinq mille cent soixante et onze parts, ci
égal au nombre de parts composant le capital social.

85.171 parts

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés confère tous pouvoirs à Monsieur Raymond MOUROU, Gérant, à l'effet conformément aux dispositions de l'article 265 du Décret du 23 mars 1967, de signer la Déclaration de régularité et de conformité prévue à l'article 374 de la Loi du 24 juillet 1966.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le gérant et les associés.

Le gérant

Les associés

SIGNATURE:

ENTRE LES SOUSSIGNES

La société IN EXTENSO OPERATIONNEL – IEO, société anonyme au capital de 64.906.380 francs, dont le siège social est situé à VILLEURBANNE (69100) 81 boulevard de Stalingrad, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro B 381 632 231

Représentée par Monsieur Philippe FORGUES, agissant en qualité de Directeur Général et spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du Conseil d'administration en date du 25 mai 2000.

Ci-après dénommée « la société apporteuse » ou la « société IEO »

- d'une part -

E1

La société IN EXTENSO PROVENCE, société à responsabilité limitée au capital de 5.465.400 francs, dont le siège social est situé à MARSEILLE (13002) 10 Place de la Joliette, Les Docks, Atrium 10.4, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE sous le numéro B 380 221 846

Représentée par Monsieur Raymond MOUROU, agissant en qualité de Gérant et spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes d'une assemblée générale en date du 25 mai 2000

Ci-après dénommée « la société bénéficiaire » ou la « société IEP »

- d'autre part -

Il a été déclaré et convenu ce qui suit en vue de réaliser l'apport à la société IEP par la société IEO des biens et droits suivants :

- la branche d'activité d'expertise comptable reçue de la société IN EXTENSIO NATIONAL (ci-après IEN), laquelle branche est sise et exploitée à MARSEILLE (13002) 10 Place de la Joliette – Les Docks Atrium 10.4.

1 9

Ledit apport est assimilé à une branche complète d'activité, cette opération étant, conformément à la faculté offerte par l'article 387 de la loi du 24 juillet 1966, placée sous le régime juridique des scissions.

Section 1. – Caractéristiques des sociétés intéressées – Motifs et buts des apports – Comptes utilisés pour établir les conditions de l'opération – Date d'effet de l'apport – Méthodes d'évaluation.

Article 1. – Caractéristiques des sociétés intéressées et liens juridiques existant entre elles

1.1 Constitution – Capital – Valeurs mobilières – Objet

- Société IEO (société apporteuse)

La société IEO a été constituée pour une durée de cinquante années qui expire le 18 avril 2041.

Son capital social s'élève actuellement à 64.906.380 francs. Il est divisé en 721.182 actions de 90 francs nominal chacune, toutes de même catégorie, intégralement libérées et non remboursées.

Les actions de la société ne sont inscrites à aucune cote officielle de Bourse de valeurs ni au second marché ni au nouveau marché.

La société ne fait pas publiquement appel à l'épargne.

La société n'a pas d'emprunts obligataires à sa charge.

Elle a pour activité l'exercice de la profession d'Expert Comptable et pour objet, aux termes de l'article 2 de ses statuts :

L'exercice de la profession d'Expert Comptable et de Commissaire aux Comptes telle qu'elle est définie par l'Ordonnance du 19 septembre 1945, la loi du 24 juillet 1966 et le Décret du 12 août 1969 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales (sauf au sein d'autres sociétés d'expertise comptable) agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

f

7

FACE ANNULEE

(ART. 171 AL. 2 C.B.)
et annexe IV ART. 93-1)

- Société IEP (société bénéficiaire)

La société IEP a été constituée pour une durée de quatre vingt dix neuf années qui expire le 23 octobre 2089.

Son capital social s'élève actuellement à 5.465.400 francs. Il est divisé en 54.654 parts de 100 francs nominal chacune, toutes de même catégorie, intégralement libérées et non remboursées.

Les parts de la société ne sont inscrites à aucune cote officielle de Bourse de valeurs ni au second marché ni au nouveau marché.

La société ne fait pas publiquement appel à l'épargne.

La société n'a pas d'emprunts obligataires à sa charge.

Elle a pour activité l'exercice de la profession d'Expert Comptable et pour objet, aux termes de l'article 3 de ses statuts :

L'exercice de la profession d'Expert Comptable telle qu'elle est définie par l'Ordonnance du 19 septembre 1945 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil Régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, et celles ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22 septième alinéa de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

1.2 Liens entre les sociétés

- Liens en capital

La société IEO détient 60.82 % des parts de la société IEP.

- Administrateurs et dirigeants communs

Messieurs Hervé LAURENT et Philippe FORGUES sont administrateurs de la société IEO et représentant de deux associés de la société IEP.

b

7

Article 2. – Motifs et buts de l'apport

Cet apport s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du groupe Deloitte Touche Tohmatsu visant à rationaliser sa structure interne et ses activités, à la suite de l'acquisition récente des groupes PS Audit Finances (PSAF) et Calan Ramolino (CRA)

Il fait suite à la fusion des sociétés PS AUDIT FINANCES et SECOM, à la scission de la structure issue de la fusion et à l'apport par la société IEN à la société IEO des biens que celle-ci apporte, à son tour, aux termes des présentes. Il a pour but, comme les opérations qui l'ont précédé, de transférer l'ensemble des activités d'expertise comptable au sous groupe IN EXTENSO, spécialisé dans ces activités.

Cet apport est également fait dans un souci de meilleure répartition géographique, et corrélativement dans un souci de meilleure gestion et de contrôle de la rentabilité.

Le présent apport a en conséquence pour objet d'assurer le transfert de « la branche complète d'activité d'expertise comptable », exploité à Marseille du groupe à la société IEP.

Article 3. – Comptes utilisés pour établir les conditions de l'apport

Pour établir les conditions de l'opération, le conseil d'administration de la société IEO et l'assemblée générale de la société IEP ont décidé d'utiliser les chiffres et les évaluations qui ont déjà été retenus, tout récemment, dans le cadre de l'apport à la société IEO des biens objets des présentes. En effet, cet apport a été définitivement réalisé le 25 mai 2000, date de l'assemblée de la société IEO ayant entériné l'apport.

Ainsi qu'il est stipulé dans les traités d'apports à la société IEN, il a été décidé d'utiliser les comptes des sociétés DELOITTE TOUCHE TOHMATSU-AUDIT, PS AUDIT, HUGEL CALAN RAMOLINO ET ASSOCIES et CALAN RAMOLINO ET ASSOCIES arrêtés au 31 août 1999 et les comptes de la société IEN arrêtés au 30 juin 1999, date de clôture du dernier exercice de chacune d'elles.

En ce qui concerne la société bénéficiaire, il a été décidé d'utiliser les comptes de la société IEP arrêtés au 30 juin 1999, date de clôture de son dernier exercice.

Les comptes de la société IEO ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires qui s'est tenue le 21 octobre 1999.

Les comptes de la société IEP ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle des associés qui s'est tenue le 17 décembre 1999.

Article 4. Date d'effet de l'apport

Conformément aux dispositions de l'article 372-2 de la loi du 24 juillet 1966, il est précisé que le présent apport aura un effet rétroactif au 1er septembre 1999.

↓

9

FACE ANNULEE

(ART. 93-1 du C.G.I.
et annexe IV ART. 93-1)

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article 254 du décret du 23 mars 1967, les opérations se rapportant aux éléments transmis au titre du présent apport et réalisés par la société apporteuse à compter du 1er septembre 1999 et jusqu'à la date de réalisation définitive de l'apport, seront considérées de plein droit comme étant faites pour le compte de la société IEP qui supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs de l'exploitation des biens transmis.

Conformément aux dispositions de l'article 372-1 de la loi du 24 juillet 1966, la société IEO transmettra à la société IEP tous les éléments composant la partie de son patrimoine objet du présent apport, dans l'état où lesdits éléments se trouveront à la date de réalisation définitive de l'apport.

Article 5. – Méthodes d'évaluation utilisées

Le conseil d'administration de la société IEO et l'assemblée générale de la société IEP ont procédé ou fait procéder aux estimations relatives au présent apport, dans les conditions et suivant les méthodes d'évaluation aux termes desquelles les éléments apportés seront transmis tels qu'ils existeront au jour de la réalisation de l'apport et ce pour leur valeur vénale à cette même date, celle-ci correspondant, pour les biens meubles corporels amortissables à leur valeur nette comptable.

Section II. – Apports à la société IEP

Article 1. – Apport de la Branche d'Activité d'Expertise Comptable reçue de la société IEN

La société IEO transmet à la société IEP qui accepte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, et sous les conditions ci-après stipulées, tous les éléments (actif et passif), droits et valeurs, à l'exception de tout droit au bail ou droit locatif, composant à la date du 1er septembre 1999 la branche complète d'activité dans le domaine de l'expertise comptable qui était exploitée par la société DTT-A à MARSEILLE (13002) 10 Place de la Joliette, Les Docks, Atrium 10.4.

A la date de référence choisie d'un commun accord pour établir les conditions de l'opération comme il est dit ci-dessus (section I – article 4) l'actif et le passif de la société IEO consistent dans les éléments ci-après énumérés. Il est entendu que cette énumération n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, l'ensemble des éléments composant la branche d'activité, à l'exception de tout droit au bail ou droit locatif, devant être transmis à la société IEP, qu'ils soient ou ne soient pas énumérés au présent contrat, et ce dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation définitive de l'opération.

1.1 Eléments d'actif dont la transmission est prévue :

1. des immobilisations incorporelles (hors droit au bail)

f

7

FACE ANNULÉE
(ART. 93-1 et 93-2)
et annexe IV ART. 93-1)

La branche d'activité d'expertise comptable comprend :

a) le droit de se dire successeur de la société IEO, les archives techniques et commerciales, les pièces de comptabilité, les registres et en général tous documents quelconques appartenant à la société IEO et se rapportant à la branche d'activité transmise :

b) le bénéfice et la charge de tous traités, conventions et engagements qui auraient pu être conclus ou pris par la société IEO en vue de lui permettre l'exploitation de la branche d'activité tant en France qu'à l'étranger :

c) la propriété pleine et entière ou le droit d'usage de brevets, droits de propriété industrielle, de marques de fabrique, de commerce ou de service dont la société IEO pourrait disposer ainsi que les connaissances techniques brevetées ou non et tout know-how se rapportant à la branche d'activité.

L'ensemble des éléments incorporels ci-dessus, droit au bail exclu, étant transmis pour	2.471.000 F
---	-------------

II. Des immobilisations corporelles transmises pour correspondant à une valeur brute de 462.000 F diminuée d'un montant d'amortissements de 318.000 F.	144.000 F
--	-----------

III. Des stocks et en cours comprenant des travaux en cours, transmis pour	152.000 F
--	-----------

IV. Des créances clients et comptes rattachés transmises pour	535.000 F
---	-----------

V. Des autres créances transmises pour	17.000 F
--	----------

VI. Des disponibilités transmises pour	375.000 F
--	-----------

Le montant total des éléments de l'actif attachés à cette branche d'activité de la société IEO dont la transmission à la société IEP est prévue et estimé à	3.694.000 F
---	-------------

1.2 Eléments de passif dont la prise en charge est prévue :

Ils comprennent la quote-part de passif afférente à ladite branche d'activité telle qu'elle ressort du bilan au 30 juin 1999 de la société DTT-A à savoir	878.000 F
se décomposant comme suit :	

- des dettes fournisseurs d'immobilisations pour	74.000 F
--	----------

f

7

FACE ANNULÉE
(ART. 302 DE C.G.I.
et annexe IV ART. 93-1)

- des dettes fiscales et sociales et autres dettes pour	471.000 F
se décomposant comme suit :	
. congés payés, charges incluses	192.461
. 13ème mois, charges incluses	119.702
. Prime, charges incluses	32.340
. Taxe Professionnelle	27.500
. TVA collectée	90.509
. Autres dettes clients créditeurs	8.829

	471.341

arrondi à 471.000 F

- des produits constatés d'avance pour	333.000 F
--	-----------

Le montant du passif de la société IEO dont la prise en charge par la société IEP est prévue, est ainsi estimé à 878.000 F.

Soit un total d'actif net estimé à :

• Montant total de l'actif de la branche d'activité de la société IEO	3.694.000 F
• A retrancher : montant du passif de ladite branche de la société IEO	- 878.000 F

• Actif net	2.816.000 F

Il est en outre précisé qu'en dehors du passif effectif ci-dessus, la société IEP prendra à sa charge les engagements contractés par la société IEO pour l'exploitation de la branche d'activité dont il s'agit qui, en raison de leur caractère éventuel, sont repris « hors-bilan » sous les rubriques ci-après :

- avals, cautions, garanties donnés par l'entreprise.
- autres engagements donnés par l'entreprise.

Article 2. – Déclarations générales

2.1 Déclarations générales :

Monsieur Philippe FORGUES ès qualités, déclare que :

- 1) la société IEO est propriétaire des biens transmis dans le cadre du présent apport pour les avoir reçus comme il est indiqué en tête des présentes de la société IEN à titre d'apport partiel d'actif lors de l'assemblée générale extraordinaire du 25 mai 2000.

f

7

FACE ANNULEE
(ART. 113 du C.G.J.
et annexe IV ART. 93-1)

2) les biens transmis ne sont grevés d'aucune inscription quelconque et en particulier d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de créancier nanti, à l'exception de celles dont le détail figure en annexe.

3) La société IEO n'a jamais été en état de liquidation de biens, de règlement judiciaire, de liquidation ou de redressement judiciaire.

4) Les livres de comptabilité, les pièces comptables, archives et dossiers de la société IEO dûment visés, feront l'objet d'un inventaire qui sera remis à la société IEP.

Ces livres seront tenus à la disposition de la société IEP pendant une période de trois ans à partir de la réalisation de l'apport.

5) Monsieur Philippe FORGUES ès qualités déclare que les chiffres d'affaires (HT) et résultats réalisés pour l'exploitation de la branche d'activité, initialement apportée par la société DTT-A, n'ont pu être isolés au sein du chiffre d'affaires et du bénéfice global par la société DTT-A.

La société IEP déclare expressément renoncer à tous recours contre la société IEO de ce chef et déclare dispenser la société IEO de produire ces chiffres, ayant une parfaite connaissance de la branche d'activité dont il s'agit.

2.2 Déclaration sur les baux :

Les parties déclarent que le présent apport ne comprend aucun droit au bail ou droit locatif quelconque.

2.3. Déclaration sur les biens immobiliers :

Les parties déclarent que les biens apportés ne comprennent aucun bien immobilier.

Article 3. – Conditions de l'apport

3.1 Propriété et jouissance des actifs et passifs transmis :

a) la société IEP aura la propriété et la jouissance des biens et droits transmis par la société IEO au titre du présent apport, y compris ceux qui auraient été omis, soit aux présentes, soit dans la comptabilité de cette société, à compter du jour de la réalisation définitive dudit apport.

Ainsi qu'il a déjà été indiqué, ces éléments devant être transmis dans l'état où ils se trouveront à la date de la réalisation de l'apport, toutes les opérations actives et passives dont les biens transmis auront pu faire l'objet entre le 1er septembre 1999 et cette date, seront considérées de plein droit comme ayant été faites pour le compte exclusif de la société IEP.

l

7

- b) les éléments de passif de la société IEO se rapportant à la branche d'activité, objet du présent apport, et existant à la date de réalisation définitive de l'apport, ainsi que l'ensemble des frais, droits et honoraires occasionnés par le présent apport, seront transmis à la société IEP.

Il est précisé :

- que la société IEP assumera seule l'intégralité des dettes et charges de la société IEO se rapportant à la branche d'activité transmise, y compris celles qui pourraient remonter à une date antérieure au 1er septembre 1999 et qui auraient été omises dans la comptabilité de la société IEO, de sorte que la société IEO s'en trouvera déchargée.
- et que s'il venait à se révéler ultérieurement une différence en plus ou en moins entre le passif pris en charge par la société IEP et les sommes effectivement réclamées par les tiers, la société IEP serait tenue d'acquitter tout excédent de passif sans recours ni revendication possible de part ni d'autre.

3.2 Charges et conditions générales de l'apport :

- a) la société IEO s'interdit formellement jusqu'à la réalisation définitive de l'apport – si ce n'est avec l'agrément de la société IEP – d'accomplir aucun acte de disposition relatif aux biens transmis et de signer aucun accord, traité ou engagement quelconque la concernant sortant du cadre de la gestion courante des branches d'activités et des parts et actions transmises, en particulier de contracter aucun emprunt, sous quelque forme que ce soit.
- b) Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à accord ou agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, la société IEO sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires et en justifiera à la société IEP.

Elle effectuera, s'il y a lieu et en temps utile, toute notification, notamment celles nécessitées par l'existence éventuelle de droits de préemption, de procédure d'agrément (y compris pour le transfert des parts et actions) et toutes démarches auprès de toutes administrations qui seraient nécessaires pour la transmission des biens objets des présentes et des immeubles dont elle serait propriétaire au jour de la réalisation de l'apport.

Si le titulaire d'un droit de préemption exerçait son droit, à l'occasion de l'apport, celui-ci ne serait pas remis en cause et la société bénéficiaire aurait droit au prix quelle que soit la différence en plus ou en moins entre ce prix et l'évaluation donnée au bien préempté pour la présente opération d'apport.

- c) La société IEP prendra les biens et droits transmis dans leur consistance et leur état lors de la réalisation de l'apport sans pouvoir exercer, quelque recours que ce soit, pour quelque cause que ce soit, contre la société IEO, notamment pour l'usure ou mauvais état du matériel et des objets mobiliers, l'erreur dans les désignations ou dans

f

9

FACE ANNULÉE
(ART. 123 DU C.G.I.
et annexe IV ART. 93-1)

les contenances quelles que soient la différence, l'insolvabilité des débiteurs ou toute autre cause.

Elle bénéficiera de toutes subventions, primes, aides, etc. qui ont pu ou pourront être allouées à la société IEO et qui se rapportent aux biens transmis. Elle accomplira toutes les formalités qui seraient nécessaires à l'effet de régulariser la transmission à son profit des biens et droits compris dans le présent apport, et de rendre cette transmission opposable aux tiers.

d) La société IEP sera débitrice, aux lieu et place de la société IEO, des dettes de cette dernière qu'elle prend en charge, sans qu'il en résulte novation à l'égard des créanciers. Les créanciers des sociétés IEP et IEO, dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet d'apport, pourront faire opposition dans le délai de trente jours à compter de la dernière publication de ce projet.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations d'apport.

La société IEP supportera définitivement tous impôts, primes d'assurances, contributions, loyers, sauf immobilier, taxes ainsi que toutes les charges quelconques ordinaires ou extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les biens transmis ou sont inhérents à leur propriété ou leur exploitation à compter de la date d'effet de l'apport.

D'une manière générale, la société IEO remboursera à la société IEP les paiements que cette dernière aura effectué au titre de charges quelconques afférentes aux biens transmis couvrant des périodes antérieures à la date d'effet de l'apport et elle rétrocédera à la société IEP les sommes qu'elle aura encaissées au titre de produits quelconques afférents aux biens transmis couvrant des périodes postérieures à la date d'effet de l'apport.

Corrélativement, la société IEP s'engage à rembourser à la société IEO les paiements que cette dernière aura effectués au titre de charges similaires mais couvrant des périodes postérieures à la date d'effet de l'apport et elle rétrocédera à la société IEO les sommes qu'elle aura encaissées au titre de produits quelconques afférents aux biens transmis couvrant des périodes antérieures à la date d'effet de l'apport.

La société IEP fera également son affaire personnelle aux lieu et place de la société IEO sans recours contre cette dernière pour quelque cause que ce soit de l'exécution ou de la résiliation à ses frais, risques et périls de tous accords, traités, contrats ou engagements généralement quelconques qui auront pu être souscrits par la société IEO au titre des biens objet du présent apport.

e) Enfin, après réalisation de l'apport, les représentants de la société IEO devront, à première demande et aux frais de la société IEP, fournir à cette dernière tous concours, signatures et justifications qui pourraient être nécessaires en vue de la

FACE ANNULEE
(ART. 900 du C.G.I.
et annexe IV ART. 93-1)

régularisation de la transmission des biens compris dans le présent apport, et de l'accomplissement de toutes formalités nécessaires.

3.3 Contrats de travail

La société IEP reprendra l'ensemble du personnel de la société IEO attaché à la branche d'activité transmise.

Conformément aux dispositions de l'article L. 122-12, alinéa 2 du Code du travail, la société IEP sera, par le seul fait de la réalisation du présent apport, subrogée purement et simplement dans le bénéfice et la charge des dispositions des contrats de travail des salariés transférés.

3.4 Conditions particulières - Régime fiscal :

3.4.1 Déclarations générales :

Pour la perception des droits d'enregistrement, Monsieur Philippe FORGUES ès qualités, déclare que la société IEO et la société IEP étant des sociétés françaises soumises à l'impôt sur les sociétés, la présente opération est placée sous le régime fiscal défini à l'article 816 du Code Général des Impôts et donnera lieu en conséquence, au paiement du droit fixe de 1.500 Francs.

En matière d'impôt sur les sociétés, les parties déclarent que l'apport est susceptible de bénéficier des dispositions de l'article 210-1 du Code Général des Impôts, en tant qu'il porte sur une « branche complète d'activité ». En conséquence, Monsieur Raymond MOUROU, ès qualités, engage expressément la société IEP à respecter les prescriptions légales suivantes et notamment :

- à reprendre à son passif, le cas échéant, les provisions concernant la branche d'activité transmise par la société IEO et dont l'imposition aurait été différée.
- à se substituer le cas échéant, à la société IEO pour la réintégration des plus-values afférentes à la branche d'activité et dont l'imposition aurait été différée chez la société IEO.
- à calculer les plus-values ultérieurement réalisées, à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont transmises, d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société IEO à la date de prise d'effet de l'apport ;
- à réintégrer dans ses bénéfices imposables, dans les délais et conditions fixés par l'alinéa 3 de l'article 210-A du Code Général des Impôts, les plus-values éventuellement dégagées sur les biens amortissables qui lui sont transmis. La cession d'un bien amortissable entraînera toutefois l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente au bien cédé qui n'a pas encore été réintégrée ;

f

7

FACE ANNULEE
(ART. 273-13 C.B.I.
et annexe IV ART. 93-1)

- à inscrire à son bilan les éléments transmis autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société IEO. A défaut, elle doit comprendre dans les résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société apporteuse.

En outre, la société IEP se substituera à tous les engagements qu'aurait pu prendre la société IEO à l'occasion d'opérations de fusion ou d'autres opérations soumises au régime prévu aux articles 210-A et 210-B du Code Général des Impôts et qui se rapporteraient à des éléments transmis au titre du présent apport.

Monsieur Philippe FORGUES ès qualités, engage également expressément la société IEO :

- à conserver pendant trois ans au moins les titres de la société IEP remis en contrepartie de l'apport,
- à calculer ultérieurement les plus-values de cession afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur que les biens transmis avaient, du point de vue fiscal, dans ses propres écritures.

Les parties précisent en tant que de besoin que, le présent apport aura, sur le plan fiscal, la même date d'effet que sur le plan juridique, soit le 1er septembre 1999.

3.4.2 Déclaration relative à la taxe sur la valeur ajoutée :

Les parties reconnaissent en tant que de besoin que l'opération, objet du présent acte, est réputée inexistante pour l'application des dispositions visées aux articles 261-3-1° et 257-70 du Code Général des Impôts.

En application de l'instruction 3 A-6-90 du 22 février 1990, la société IEP s'engage à soumettre à la TVA les cessions ultérieures des biens mobiliers d'investissement transmis par le présent acte et à procéder, le cas échéant, aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du Code Général des Impôts qui auraient été exigibles si la société IEO avait continué à utiliser ces biens.

Une déclaration en double exemplaire faisant référence à la présente clause sera adressée au service des impôts dont relève la société IEP.

3.4.3 Taxe d'apprentissage et formation professionnelle continue

La société IEP s'engage à prendre en charge la totalité du paiement de la taxe d'apprentissage et de la participation au financement de la formation professionnelle continue pouvant être dues par la société IEO depuis le 1er septembre 1999 au titre de la branche d'activité transmise.

↓

7

FACE ANNULÉE
(ART. 13 du C.G.I.
et annexe IV ART. 98-1)

3.4.4. Dispositions relatives à la participation des employeurs à l'effort de construction

Conformément aux dispositions de l'article 163, paragraphe 3 de l'annexe II du Code Général des Impôts, la société IEP s'engage à prendre en charge la totalité des obligations relatives à la participation des employeurs à l'effort de construction instituée par la loi du 28 juin 1963 et à laquelle la société IEO resterait soumise, lors de la réalisation définitive de l'apport, à raison des salaires payés par elle depuis le 1er septembre 1999 au titre de la branche d'activité.

La société IEP s'engage notamment à reprendre à son bilan les investissements réalisés antérieurement par la société IEO au titre de la branche d'activité et à se soumettre aux obligations pouvant incomber à cette dernière du chef de ces investissements.

Elle demande en tant que de besoin, à bénéficier de la faculté de report des excédents de dépenses qui auraient pu être réalisés par la société IEO et existant à la date de prise d'effet de l'apport.

3.4.5 Dispositions relatives à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise :

La société IEP s'engage à se substituer aux obligations de la société IEO pour l'application des dispositions relatives à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, en ce qui touche les droits des salariés de la société IEO transférés chez la société IEP, au titre de leur participation dans les résultats antérieurs au 1er septembre 1999, date de prise d'effet de l'apport, et à assurer la gestion des droits correspondants, conformément à la loi et à l'accord de participation éventuellement conclu par la société IEO.

Corrélativement, la société IEP s'engage à faire figurer au passif de son bilan

- la représentation comptable des droits des salariés intéressés,
- la fraction de la provision pour investissement correspondante.

et déclare se substituer aux obligations de la société IEO pour l'emploi de cette dernière.

Section III. - Rémunération de l'apport de la société IEO. - Augmentation de capital de la société IEP. - Prime d'apport

Le présent apport est consenti et accepté moyennant l'attribution à la société IEO de 21.187 parts nouvelles de la société IEP créées à titre d'augmentation de capital de cette société, le tout dans les conditions ci-après.

↓

67

FACE ANNULEE
(Ann. 100 du C.G.I.
et annexe IV ART. 93-1)

Article 1. - Augmentation du capital de la société IEP - Date de jouissance des parts nouvelles

1. 1. Augmentation de capital de la société IEP

L'apport de la société IEO sera rémunéré par l'attribution à cette société, de 21.187 parts de 100 F de valeur nominale chacune, entièrement libérées, à créer par la société IEP qui augmentera ainsi son capital d'une somme de 2.118.700 F.

1.2. Date de jouissance des parts nouvelles

Les parts nouvelles de la société IEP porteront jouissance du 30 juin 2000. Sous cette réserve, elles seront entièrement assimilées aux parts composant actuellement le capital.

Article 2. - Montant prévu et utilisation de la prime d'apport

La différence entre :

- d'une part la valeur de l'apport de la société IEO, soit 2.816.000 francs,
- et d'autre part, la valeur nominale des parts effectivement créées à titre d'augmentation du capital par la société IEP, soit 2.118.700 francs,

constitue le montant prévu de la prime d'apport qui ressort à un montant de 697.300 francs, et sur laquelle porteront les droits des associés anciens et nouveaux.

Le montant de cette prime est donné à titre indicatif, le montant définitif devant tenir compte des imputations éventuelles dont il est parlé ci-après.

De convention expresse entre les parties, il est précisé qu'il sera proposé à l'assemblée générale des associés de la société IEP appelée à statuer sur l'apport :

- de prélever sur cette prime la somme nécessaire pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après apport.
- d'autoriser le gérant de la société IEP à imputer sur cette prime l'ensemble des frais, droits et honoraires occasionnés par l'opération d'apport.
- d'autoriser à donner à la prime d'apport ou au solde de celle-ci après les imputations ci-dessus, toutes affectations autres que l'incorporation au capital.

Il sera demandé, en temps que de besoin, aux associés de l'une et l'autre société d'approuver les conventions ci-dessus, relatives à la détermination du montant de la prime d'apport et à son utilisation, lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société IEO décidant l'apport et lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société IEP approuvant l'apport de la société IEO.

1

9

FACE ANNULEE
(ART. 303 du C.G.I.
et annexe IV ART. 93-1)

Section IV. - Déclarations diverses**Article 1. - Déclarations faites au nom de la société apporteuse**

Monsieur Philippe FORGUES ès qualités et au nom de la société IEO, déclare que le présent projet d'apport sera soumis à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires dont la réunion est prévue pour le 30 juin 2000.

Article 2. - Déclarations faites au nom de la société bénéficiaire des apports

Monsieur Raymond MOUROU ès qualités et au nom de la société IEP, déclare que le présent projet d'apport sera soumis à l'assemblée générale extraordinaire des associés dont la réunion est prévue pour le 30 juin 2000.

Section V. - Réalisation de l'apport

Le présent projet d'apport est conclu sous diverses conditions suspensives énoncées ci-après. En conséquence, l'apport qui précède et l'augmentation de capital de la société IEP qui en résulte ne deviendront définitifs qu'au jour de la réalisation de la dernière desdites conditions suspensives :

- a) l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société IEO du présent projet d'apport ;
- b) l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire de la société IEP du présent projet d'apport.

Si ces conditions n'étaient pas toutes accomplies d'ici le 31 décembre 2000 la présente convention serait considérée comme nulle et non avenue sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part ni d'autre.

Section VI. - Formalités de publicité. - Frais et droits. - Élection de domicile. Pouvoirs pour les formalités**Article 1. - Formalités de publicité**

Le présent projet d'apport sera publié, conformément à la loi et de telle sorte que le délai accordé aux créanciers pour former opposition à la suite de cette publicité soit expiré avant la tenue des assemblées générales appelées à statuer sur ce projet. Les oppositions, seront le cas échéant portées devant le tribunal de commerce compétent qui en réglera le sort

↓

↓

FACE ANNULEE
(ART. 935 du C.G.I.
et annexe IV ART. 93-1)

Article 2. - Frais et droits

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par la société IEP, ainsi que l'y oblige Monsieur Raymond MOUROU ès qualités.

Article 3. - Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les parties font respectivement élection de domicile au siège de la société qu'elles représentent.

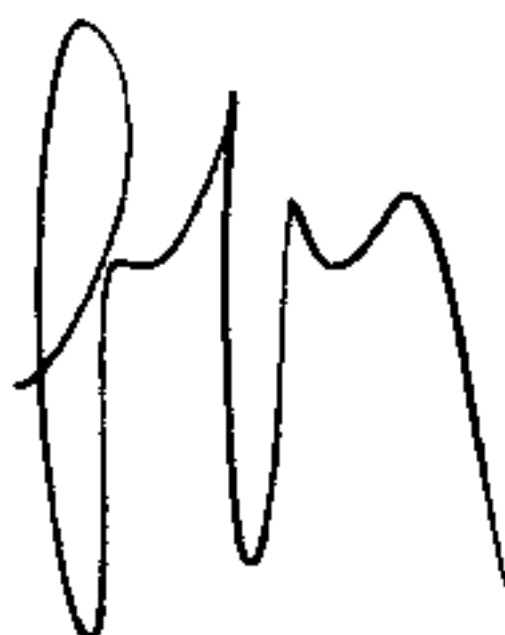
Article 4. - Pouvoirs pour les formalités

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes, pour effectuer tous dépôts, mentions ou publications, où besoin sera et notamment en vue du dépôt au greffe du tribunal de commerce.

Fait à MARSEILLE

Le 30 juin 2000

En sept exemplaires originaux



FACE ANNULEE

(ART. 825 du C.G.I.
et annexe IV ART. 93-1)

Copie certifiée conforme

Le Gérant,

Rauvau

IN EXTENSO PROVENCE

**Société à responsabilité limitée
au capital de 8.517.100 francs
Siège social : 10 Place de la Joliette
Les Docks – atrium 10.4
13002 MARSEILLE**

RCS MARSEILLE B 380 221 846 (95 B 2276)

STATUTS A JOUR AU 30 JUIN 2000

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

EXERCICE - GERANCE

Article 1er - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par la loi du 24 Juillet 1966 (appelée aux présentes "la loi"), par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que sur l'organisation et l'exercice de la profession d'expert-comptable, et par les présents statuts.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

IN EXTENSO PROVENCE

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention du Tableau de la circonscription de l'Ordre où la société est inscrite.

Article 3 - OBJET

La société a pour objet, dans tous pays : **L'exercice de la profession d'Expert Comptable telle qu'elle est définie par l'Ordonnance du 19 Septembre 1945 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.**

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil Régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, et celles ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22 septième alinéa de l'Ordonnance du 19 Septembre 1945, modifiée par la loi du 8 Août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à MARSEILLE (13002) 10 Place de la Joliette, les Docks, Atrium 10.4.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à **99** années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **1er juillet** et se termine le **30 juin** de chaque année.

Article 7 – GERANCE

Le ou les premiers gérants seront nommés par décision des associés aussitôt après la signature des présents statuts. Le ou les gérants subséquents seront nommés par décision collective des associés, représentant plus de la moitié des parts sociales.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL – PARTS SOCIALES

Article 8 - FORMATION DU CAPITAL

Il a été fait à l'origine divers apports en numéraire pour une
Somme globale de cinquante mille francs, ci 50.000 francs

- Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 12 juillet 1991 le capital social a été augmenté d'un million huit cent quarante deux mille cinq cents par apport d'une branche complète et autonome d'activité effectué par la société IN EXTENSO OPERATIONNEL, ci 1.842.500 francs

- Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 décembre 1991, le capital social a été augmenté de huit cent cinquante huit mille deux cents francs par apport d'une branche complète et autonome d'activité effectué par la société IN EXTENSO OPERATIONNEL, ci 858.200 francs

- Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juillet 1995, le capital social a été augmenté de deux millions cent soixante huit mille deux cents francs par apport d'une branche complète et autonome d'activité effectué par la société B.D.A. de Bois Diéterlé et Associés à concurrence d'un million quatre cent trente cinq mille quatre cents francs et par apport d'une branche complète et autonome d'activité effectué par la société Fiduciaire Méditerranéenne de Comptabilité et de Révision M.C.R., à concurrence de sept cent trente deux mille huit cents francs, ci 2.168.200 francs

- Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 octobre 1998, le capital social a été augmenté de la somme de cinq cent quarante six mille cinq cents francs par apport en numéraire, ci 546.500 francs

- Suivant acte sous seing privés en date à Marseille du 3 mai 2000, approuvé par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société IN EXTENSO PROVENCE du 24 mai 2000, Messieurs Pierre APPIETTO et Charles MAMAN ont fait chacun apport à la société de trois cents (300) parts sociales représentant l'intégralité de leur participation au sein du capital de la société FIDUCIAIRE D'AUDIT D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE CONSEIL – FAEX CONSEIL, société à responsabilité limitée au capital de 60.000 francs, dont le siège social est à SANARY SUR MER (83110) 152 rue Général Rose, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULON sous le

numéro B 379 023 641 (90 B 953), évaluées globalement à la somme de deux millions deux cent soixante cinq mille francs. En contrepartie de cet apport, il a été attribué à chacun de Messieurs APPIETTO et MAMAN quatre mille six cent soixante cinq (4.665) parts sociales de cent (100) francs nominal chacune, émises au prix unitaire de deux cent quarante deux francs quatre vingts centimes (242,80), entièrement libérées, et créées au titre d'une augmentation de capital intervenue à hauteur d'une somme de neuf cent trente trois mille francs.

933.000 francs

- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 juin 2000, le capital social a été augmenté d'une somme de par suite de l'apport partiel d'actif consenti par la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL – IEO de sa branche d'activité d'expertise comptable.

2.118.700 francs

montant total des apports : huit millions cinq cent dix sept mille cent francs, ci

8.517.100 francs

Article 9 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de HUIT MILLIONS CINQ CENT DIX SEPT MILLE CENT (8.517.100) francs, divisé en QUATRE VINGT CINQ MILLE CENT SOIXANTE ET ONZE (85.171) parts sociales de CENT (100) francs chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 85.171 et attribuées aux associés en rémunération de leurs apports respectifs, savoir :

La Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU - AUDIT à concurrence de quatorze mille huit cent cinquante deux parts, numérotées de 1 à 498 et de 27.508 à 41.861, ci

14.852 parts

Monsieur Gérard DRAPIER à concurrence d'une part numérotée 499, ci

1 part

Monsieur FORGUES Philippe à concurrence d'une part numérotée 500, ci

1 part

La Société IN EXTENSO OPERATIONNEL à concurrence de cinquante quatre mille quatre cent vingt neuf parts, numérotées de 501 à 27.507, de 41.862 à 48.096, et de 63.985 à 85.171, ci

54.429 parts

Monsieur Philippe GAILLOT à concurrence de mille quatre vingt treize parts numérotées de 48.097 à 49.189, ci

1.093 parts

Monsieur Raymond MOUROU à concurrence de cinq mille quatre cent soixante cinq parts numérotées de 49.190 à 54.654, ci	5.465 parts
Monsieur Pierre APPIETTO à concurrence de quatre mille six cent soixante cinq parts numérotées de 54.655 à 59.319, ci	4.665 parts
Monsieur Charles MAMAN à concurrence de quatre mille six cent soixante cinq parts numérotées de 59.320 à 63.984, ci	4.665 parts

Total : quatre vingt cinq mille cent soixante et onze parts, ci égal au nombre de parts composant le capital social.	85.171 parts

Article 10 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Augmentation du capital

1 - Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

Dans tous les cas la réalisation de ces opérations d'augmentation du capital, doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 11 ci-après sur les quotités d'actions ou de parts que doivent détenir les professionnels experts-comptables.

2 - Souscription en numéraire et apports en nature

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital doivent être entièrement libérées et réparties lors de leur création.

3 - Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

4 - Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

5 - Droit préférentiel de souscription

En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé, sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les conditions prévues par l'article 12 des présents statuts.

Tout associé peut également renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la société par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'il renonce à l'exercer, soit en souscrivant un nombre de parts inférieur au nombre de parts qu'il aurait pu souscrire.

De même, les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et les délais fixés par la gérance.

II - Réduction du capital social

1 - Conditions de la réduction du capital

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce minimum, à moins que la société n'ait été transformée en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société, deux mois au moins après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation. Cette mise en demeure est adressée à la société par acte extra-judiciaire.

Dans tous les cas la réalisation de ces opérations de réduction du capital, doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 11 ci-après sur les quotités d'actions ou de parts que doivent détenir les professionnels experts-comptables.

2 - Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social, et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

A défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 11 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES - INTERDICTION D'EMETTRE DES VALEURS MOBILIERES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société d'émettre des valeurs mobilières. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

La liste des associés sera communiquée au Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables ainsi que toutes modifications apportées à cette liste.

Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

Les trois quarts des parts sociales doivent toujours être détenus par des experts comptables inscrits au Tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions de l'article 7-1 de l'ordonnance du 19 Septembre 1945, modifiée par la loi du 8 Août 1994.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci n'entreront en ligne de compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts ou actions que des experts comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts ou actions composant son capital.

Article 12 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Cessions

1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

2 - Agrément des cessions

Les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire associé ou non et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter des associés par écrit sur ce projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au deuxième alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

3 - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois, par décision du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance du président du tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Le cas échéant, les dispositions de l'article 35 de la loi relatives à la réduction du capital au-dessous du minimum légal seront suivies.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers directs, et éventuellement le conjoint survivant de l'associé décédé, lesquels ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants.

Dans le cas où les héritiers ou ayants droit ne sont ni des héritiers directs, ni le conjoint survivant, ceux-ci doivent, pour devenir associés, être agréés par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les conditions fixées pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

Lesdits héritiers et ayants droit, pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, ou pour permettre la consultation des associés sur leur agrément, s'ils ne sont pas héritiers directs ou conjoint, doivent justifier de leurs qualités héréditaires par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans le cas où des héritiers ou ayants droit ne sont pas des héritiers directs, la gérance adresse à chacun des associés survivants, dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers et ayants droit de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers et ayants droit.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers ou ayants droit ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droit et conjoint au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé, et éventuellement de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés auxdites parts seront valablement exercés par l'un des indivisaires, ainsi qu'il est indiqué sous l'article 13 des présents statuts.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

En cas d'apport de biens ou de deniers communs, ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises. Si la notification intervient lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur doit être agréé personnellement par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Lors de la délibération sur cet agrément, le conjoint associé ne prend pas part au vote et des parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

En cas de refus d'agrément, notifié au conjoint dans les trois mois de sa demande, seul le conjoint souscripteur ou acquéreur demeure ou devient associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

L'absence de notification dans le délai de trois mois emporte agrément du conjoint.

En vue de lui permettre d'exercer ses droits, le conjoint doit être averti du projet de souscription ou d'acquisition un mois au moins à l'avance par acte extrajudiciaire.

Toutes notifications émanant du conjoint ou de la société dans le cadre de la procédure prévue au présent article doivent généralement être effectuées par acte extrajudiciaire.

3 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

III - Dans tous les cas susvisés, les trois quarts des parts sociales devront toujours être détenus par au moins un expert-comptable inscrit au Tableau de l'Ordre.

IV - Nantissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon des conditions de l'article 2078 du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 7 6ème de l'ordonnance du 19 Septembre 1945, de l'article 218 de la loi du 24 Juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

Article 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires et extraordinaires.

Article 14 - DROITS DES ASSOCIES

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3 - Information des associés

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste des gérants et des commissaires aux comptes en exercice et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à deux francs.

Les droits d'information des associés sur les comptes sociaux et autres documents sont exposés sous l'article 25 ci-après des présents statuts.

Article 15 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié du Tableau, cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 11 des présentes pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts ; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-1 du Code Civil.

Article 16 - DECES - INTERDICTION FAILLITE D'UN ASSOCIE

Le professionnel associé radié du Tableau, cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 11 des présentes pour la participation des professionnels dans le capital. Il

peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-1 du Code Civil.

Article 17 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les experts comptables assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque expert comptable en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux doivent être assortis de la signature personnelle de l'expert comptable ainsi que du visa ou de la signature sociale.

TITRE III

GERANCE

Article 18 - POUVOIRS DE LA GERANCE

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts comptables, nommés par décision collective ordinaire des associés.

En cas de pluralité des gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société - Le Gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est stipulé que tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, toute mise en gérance ou nantissement du fonds de commerce, l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, ne

pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés ou, s'il s'agit d'actes emportant ou susceptibles d'emporter directement ou indirectement modification de l'objet social ou des statuts, par une décision collective extraordinaire.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Article 19 - DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

1 - Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée dans les statuts, sous l'article 7, puis, au cours de la vie sociale, par la décision collective qui les nomme.

2 - Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un gérant peut être révoqué par le président du tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions, radiation du Tableau des Experts-Comptables ou révocation. Le gérant peut également résilier ses fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

3 - Nomination d'un nouveau gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du gérant restant en fonction, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

Article 20 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

1 - Le gérant ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

2 - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3 - S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions qu'un gérant non-associé envisage de conclure avec la société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4 - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

5 - Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec toute société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 22 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article 52 de la loi.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article 54 de la loi.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

Article 23 - MODALITES

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 22 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des voix émises, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa qui précède, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, règlementé par l'article 12 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société en société de toute autre forme, notamment en société anonyme, est décidée dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi.

Le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 24 - ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 25 des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

5 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 25 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Article 26 - PROCES-VERBAUX

1 - Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

2 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

3 - Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie,

même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

4 - Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 27 - INFORMATION DES ASSOCIES

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non-gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée, le cas échéant, aux commissaires aux comptes.

TITRE V

CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 28 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VI

COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

Article 29 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Article 30 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve

dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte "report à nouveau débiteur", constitue les sommes distribuables.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 31 - DISSOLUTION

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

Article 32 - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Lorsque la société ne comprend qu'un associé, la dissolution entraîne sauf décision contraire de l'associé unique, transmission du patrimoine social audit associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 33 – CONTESTATIONS

En cas de contestation, soit entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera, avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés.

IN EXTENSO OPERATIONNEL

Société anonyme

Au capital de 64.906.380 francs

**Siège social : 81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE**

RCS LYON B 381 632 231

IN EXTENSO PROVENCE

Société à responsabilité limitée

au capital de 6.398.400 francs

**Siège social : 10 Place de la Joliette
Les Docks – atrium 10.4
13002 MARSEILLE**

**RCS MARSEILLE B 380 221 846
(95 B 2276)**

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Philippe FORGUES agissant en qualité de Directeur Général de la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL – IEO, Société Anonyme au capital de 64.906.380 francs dont le siège social est à VILLEURBANNE (69100) 81 boulevard de Stalingrad, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro B 381 632 231,

et comme spécialement habilité à l'effet de signer les présentes en vertu des délibérations de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société en date du 30 juin 2000.

- Monsieur Raymond MOUROU agissant en qualité de Gérant de la Société IN EXTENSO PROVENCE, Société à Responsabilité Limitée au capital de 6.398.400 francs, porté à 8.517.100 francs ainsi qu'il sera dit ci-après, dont le siège social est à MARSEILLE (13002) 10 Place de la Joliette, Les Docks – Atrium 10.4, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE sous le numéro B 380 221 846,

et comme spécialement habilité à l'effet de signer les présentes en vertu des délibérations de l'Assemblée Générale des associés de la Société en date du 30 juin 2000.

Font les déclarations suivantes en application des articles 374 de la Loi du 24 juillet 1966 et 265 du Décret du 23 mars 1967, à l'appui de la demande d'inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés, déposée au Greffe du Tribunal de Commerce de MARSEILLE avec les présentes, en suite des opérations ci-après relatées.

1° Le projet étant né d'un apport partiel d'actif placé sous le régime juridique des scissions et consenti par la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL – IEO à la société IN EXTENSO PROVENCE, le Directeur Général et le Gérant de ces Sociétés, régulièrement habilités à cet effet ont, conformément aux dispositions de l'article 254 du Décret du 23 mars 1967, arrêté un contrat d'apport contenant les mentions prévues



par l'article 254 susvisé, dont notamment les motifs, buts et conditions de l'apport, les dates auxquelles ont été arrêtés les comptes des Sociétés intéressées, utilisés pour établir les conditions de l'opération, la désignation et l'évaluation des éléments actif et passif devant être transmis, la rémunération de l'apport.

Les méthodes d'évaluation retenues faisaient l'objet d'une annexe au contrat d'apport.

2° Sur requête conjointe du Président de la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL – IEO et du Gérant de la Société IN EXTENSO PROVENCE, Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de MARSEILLE a bien voulu, par Ordonnance en date du 17 mai 2000, nommer en qualité de Commissaire aux Apports et à la Scission, Monsieur Bernard PARIS.

3° L'avis prévu par l'article 255 du Décret du 23 mars 1967 a été publié dans le journal d'annonces légales "Les Petites Affiches Lyonnaises" en date du 24 au 26 mai 2000 au nom de la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL - IEO et dans le journal d'annonces légales "Les Nouvelles Publications" en date du 26 mai 2000 au nom de la Société IN EXTENSO PROVENCE après dépôt du projet de contrat d'apport aux Greffes des Tribunaux de Commerce de LYON et de MARSEILLE, comme indiqué dans l'avis ci-dessus visé.

4° Les Sociétés IN EXTENSO OPERATIONNEL - IEO et IN EXTENSO PROVENCE ont mis à la disposition de leurs actionnaires et associés, au siège social, un mois avant la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le contrat d'apport, les rapports du Conseil d'Administration et de la Gérance et du Commissaire à la Scission ;

En outre, le rapport du Commissaire aux Apports a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de MARSEILLE huit jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société IN EXTENSO PROVENCE et a été annexé au procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de ladite Société.

5° Aux termes d'une délibération en date du 30 juin 2000, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL - IEO réunie antérieurement à l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société IN EXTENSO PROVENCE, régulièrement convoquée et ayant délibéré dans les conditions de validité prévues par la Loi, a approuvé le traité d'apport en date à VILLEURBANNE du 25 mai 2000, aux termes duquel la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL - IEO a fait apport, avec effet rétroactif au 1er septembre 1999, à la Société IN EXTENSO PROVENCE, à titre d'apport partiel d'actif placé sous le régime juridique des scissions, de sa branche autonome et complète d'activité d'expertise comptable évaluée à la somme nette de 2.816.000 francs.

6° Aux termes d'une délibération en date du 30 juin 2000, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, de la Société IN EXTENSO PROVENCE régulièrement convoquée et ayant délibéré dans les conditions de validité prévues par la Loi :

6

7

- a approuvé le contrat d'apport partiel d'actif par lequel la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL - IEO lui a fait apport de sa branche autonome et complète d'activité d'expertise comptable évaluée à la somme de 2.816.000 francs.

- a augmenté le capital social de la Société de 2.118.700 francs par la création de 21.187 parts sociales d'une valeur nominale de 100 francs chacune, entièrement libérées, numérotées de 63.985 à 85.171, et attribuées à la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL - IEO.

- a décidé que la différence entre la valeur nette des biens apportés, soit 2.816.000 francs et la valeur nominale des parts sociales créées en rémunération, soit 2.118.700 francs, sera inscrite au crédit d'un compte "Prime d'apport" d'un montant de 697.300 francs sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux.

- a modifié corrélativement les articles 8 et 9 des statuts.

7° L'avis prévu par l'article 287 du Décret du 23 mars 1967 a été publié dans le journal d'annonces légales "Les Petites Affiches Lyonnaises" en date du _____ et dans le journal d'annonces légales "Les Nouvelles Publications" en date du 25.8.2000.

Seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de MARSEILLE, avec la présente déclaration établie en deux exemplaires :

- deux exemplaires du contrat d'apport et de ses annexes,
- deux copies certifiées conformes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société IN EXTENSO PROVENCE du 30 juin 2000
- deux copies certifiées conformes des statuts, mis à jour de la Société IN EXTENSO PROVENCE.

Seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de LYON :

- une copie certifiée conforme de la présente déclaration de régularité et de conformité,
- deux exemplaires du contrat d'apport et de ses annexes,
- deux copies certifiées conformes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL - IEO du 30 juin 2000

Comme conséquence de la déclaration qui précède, les soussignés affirment sous leur responsabilité et les peines édictés par la Loi que les opérations d'apport partiel d'actif et les autres modifications statutaires sus-énoncées ont été décidées et réalisées en conformité de la Loi et des règlements.

Fait à MARSEILLE, le 21 *juin* 2000

